2007-05327/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES MARS 2001

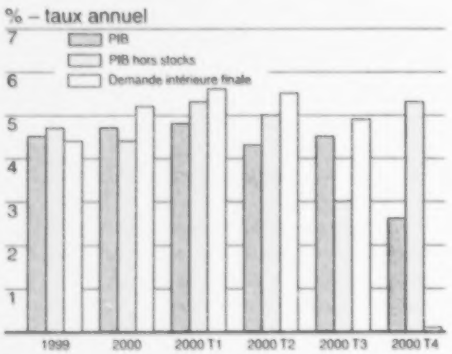
APERÇU

- Au quatrième trimestre de 2000, le produit intérieur brut (PIB) a continué de croître, quoique à un rythme plus lent (2,6 %) par rapport à celui de plus de 4 % des cinq trimestres précédents. La croissance pour l'année 2000 a été de 4,7 %.
- La demande intérieure finale réelle (dépenses des consommateurs, des entreprises et des administrations publiques en produits, en services, en logements, en usines et en matériel) au quatrième trimestre est demeurée en grande partie la même qu'au troisième trimestre. Les entreprises ont réduit sensiblement leurs stocks, et le PIB réel hors stocks a augmenté de 5,3 %. La demande intérieure s'est tournée vers les produits et services canadiens, la production à l'extérieur du Canada ayant comblé une fraction moindre de la demande intérieure qu'au trimestre précédent. Cela a stimulé la production canadienne tout en réduisant les importations réelles de 9,8 %. Enfin, la demande extérieure a augmenté moins rapidement qu'au trimestre précédent, les exportations réelles ayant progressé de 1,0 %.
- L'excédent nominal de la balance commerciale a grimpé pour atteindre un sommet, alors que l'excédent réel de la balance commerciale a doublé son niveau du troisième trimestre. La hausse de l'excédent nominal a toutefois été atténuée par une baisse des termes de l'échange (les prix à l'exportation ont augmenté dans une moindre mesure que les prix à l'importation). Le compte courant au quatrième trimestre a atteint un sommet de 23,4 milliards de dollars ou 2,2 % du PIB nominal. Pour l'année 2000 dans l'ensemble, l'excédent a atteint 18,9 milliards de dollars ou 1,8 % du PIB nominal, pulvérisant le record précédent pour une année civile.
- Malgré l'absence de gain en janvier, le chiffre de l'emploi a dépassé de 750 000 le niveau de la fin de 1998. Le taux de chômage en janvier 2001 était de 6,9 %.

La croissance du PIB réel se poursuit, mais à un rythme plus lent[1]

L'économie canadienne a poursuivi sa croissance au quatrième trimestre de 2000, mais à un rythme plus lent qu'au cours des cinq trimestres précédents. Il s'agit du vingt-deuxième trimestre consécutif où un gain est enregistré, soit la plus longue période ininterrompue depuis le milieu des années 1960. La demande intérieure finale réelle est demeurée pratiquement inchangée par rapport au nivcau du troisième trimestre, mais elle s'est tournée vers les produits et services canadiens, ce qui a stimulé la production canadienne tout en réduisant les importations (graphique 1). En raison d'une croissance plus lente de la demande, les entreprises ont brusquement réduit leur accumulation de stocks, avec un PIB réel hors stocks ayant augmenté de 5,3 %.

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure réelle



Nota – La demande intérieure finale comprend les dépenses des Canadiens se rapportant à des biens, à des services, à des logements ainsi qu'à des usines et à du matériel.

[1] Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 7 mars 2001, à midi.

Ministère des Finances Canada Department of Finance Canada

Canada

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	1999	2000	2000 T2	2000 T3	2000 T4	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	4,5	4,7	4,3	4,5	2,6		–
PIB hors stocks	4,7	4,4	5,0	3,0	5,3		–
Demande intérieure finale	4,4	5,2	5,5	4,9	0,1		–
Dépenses publiques	2,8	3,9	5,1	2,5	0,9		–
Dépenses de consommation	3,5	4,0	3,6	5,0	2,3		–
Investissements résidentiels	6,6	1,6	-10,9	7,9	-0,5		–
Investissements fixes des entreprises	10,5	14,0	20,6	7,1	-9,3		–
Construction non résidentielle	2,0	4,8	1,3	-1,6	4,4		–
Machines et matériel	15,6	18,9	31,1	11,4	-15,0		–
Variation des stocks des entreprises[1]	-0,2	0,3	-0,6	1,5	-2,6		–
Balance commerciale[1]	0,4	-0,7	-0,7	-1,6	4,7		–
Exportations	10,0	9,6	9,6	2,0	1,0		–
Importations	9,4	12,0	12,1	6,0	-9,8		–
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	-3,4	18,9	15,2	18,5	23,4		–
(% du PIB)	-0,4	1,8	1,5	1,8	2,2		–
Revenu personnel disponible réel	2,7	3,8	3,4	-0,1	7,8		–
Bénéfices avant impôts	23,7	23,4	7,1	7,5	10,4		–
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite du PIB	1,6	3,6	3,8	3,6	3,2		–
Indice des prix à la consommation	1,7	2,7	2,4	2,7	3,1	3,0	janv. 2001
IPC – hors aliments et énergie	1,5	1,5	1,4	1,5	1,7	2,0	janv. 2001
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0,5	2,4	2,5	2,4	2,7		
Règlements salariaux (total)	2,2	2,5	2,5	2,3	2,9	3,1	déc. 2000
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	7,6	6,8	6,7	6,9	6,9	6,9	janv. 2001
Croissance de l'emploi	2,8	2,6	1,7	1,0	3,0	0,1	janv. 2001
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	67,32	67,34	67,56	67,47	65,55	65,02	6 mars 2001
Taux préférentiel (%)	6,44	7,27	7,33	7,50	7,50	6,75	7 mars 2001

[1] Variation annualisée exprimée en pourcentage du PIB de la période précédente.
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada

La croissance des dépenses de consommation se stabilise

Les dépenses de consommation réelles ont progressé modestement par rapport au niveau du troisième trimestre, augmentant de 2,3 %, soit un rythme deux fois plus lent qu'au trimestre précédent. Conformément au passage de la demande vers les produits canadiens, les dépenses en matière de services ont connu une croissance plus rapide qu'au trimestre précédent, tandis que les dépenses en biens durables à forte incidence sur les importations ont reculé de 6,8 %. Les dépenses de véhicules automobiles ont chuté radicalement en comparaison du troisième trimestre, alors que les constructeurs avaient adopté des mesures incitatives pour stimuler la vente de voitures.

L'augmentation du revenu des particuliers a été beaucoup plus forte qu'au troisième trimestre. La croissance du revenu du travail a été plus vigoureuse en raison de l'accélération de la croissance de l'emploi. Le revenu de placement des particuliers a grimpé, en partie en raison du paiement des intérêts d'équité salariale par le gouvernement fédéral. En outre, le revenu personnel disponible réel a augmenté de 7,8 %, affichant ainsi sa plus forte augmentation depuis 1989, tandis que le revenu réel disponible par habitant s'est élevé à un sommet encore jamais atteint. Le taux d'épargne des particuliers est passé à 3,5 %, de 2,3 % qu'il était au troisième trimestre.

Les investissements fixes des entreprises fléchissent

Les dépenses des entreprises en usines et en matériel au quatrième trimestre ont reculé de 9,3 % en comparaison du troisième trimestre. L'investissement dans les machines et le matériel à forte incidence sur les importations a chuté de 15,0 % après une augmentation de 11,4 % au troisième trimestre. Les baisses ont touché de nombreux secteurs, y compris les véhicules automobiles, les camions, d'autres moyens de transport, le matériel de télécommunication et les ordinateurs. Cependant, la construction non résidentielle, qui repose largement sur la production intérieure, a augmenté de 4,4 % après une baisse au troisième trimestre, des gains ayant été enregistrés dans la construction d'immeubles et dans les projets d'ingénierie.

Les investissements résidentiels ont baissé de 0,5 % au quatrième trimestre après un gain de 7,9 % au troisième. La croissance des activités de construction d'habitations neuves a reculé au même rythme que les mises en chantier, perdant 0,8 %. Les coûts de transfert de propriété ont également accusé une légère baisse tandis que les dépenses de rénovation sont demeurées pratiquement inchangées.

La correction des stocks est en cours

L'accumulation des stocks au quatrième trimestre a été beaucoup plus modeste qu'au troisième, réduisant sensiblement la croissance du PIB. Les entreprises ont augmenté leurs stocks de 4,1 milliards de dollars après une hausse de 10,1 milliards de dollars au trimestre précédent. Cette accumulation plus modeste résulte en grande partie d'une réduction des stocks de véhicules automobiles et d'ajouts moins importants aux stocks d'autres produits manufacturés. Toutefois, la hausse des ventes ayant été tout juste inférieure à celle des stocks, le ratio des stocks aux ventes a augmenté légèrement par rapport au plancher atteint au troisième trimestre.

La modification de la demande intérieure stimule la production canadienne

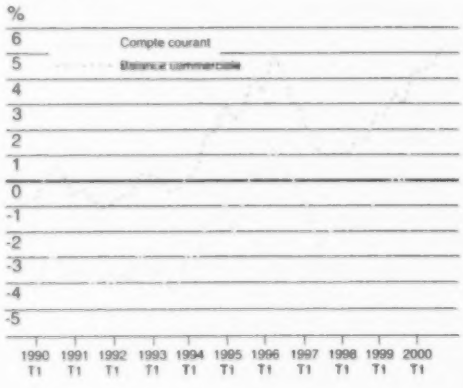
Même si elle est demeurée en grande partie inchangée au quatrième trimestre, la demande intérieure s'est tournée vers les produits et services canadiens, faisant reculer les importations réelles de 9,8 %. Cette baisse a surtout été enregistrée au niveau des machines et du matériel, sous l'effet de la réduction des investissements des entreprises, et des produits de l'automobile, en raison du fléchissement des ventes de véhicules automobiles au Canada et aux États-Unis.

La croissance de la demande extérieure de produits canadiens, comme en font foi les exportations réelles, a été plus lente qu'au troisième trimestre. Même si les exportations de machines et de matériel ont progressé plus rapidement qu'au trimestre précédent, d'autres grandes catégories ont accusé des baisses qui ont largement neutralisé ce gain. Cela est conforme à la poursuite du ralentissement économique observée aux États-Unis au quatrième trimestre. À noter particulièrement qu'il y a eu baisse substantielle des exportations canadiennes de produits de l'automobile, les ventes de véhicules automobiles ayant chuté de plus de 25 % aux États-Unis pendant le trimestre.

Un excédent record du compte courant

Les exportations réelles ayant connu une modeste hausse et les importations réelles ayant chuté sensiblement, la balance commerciale réelle a doublé. Les termes de l'échange se sont toutefois détériorés alors que les prix à l'exportation ont augmenté dans une moindre mesure que les prix à l'importation. Il y a donc eu une amélioration de 7,7 milliards de dollars de la balance commerciale nominale par rapport au troisième trimestre, et un nouveau sommet a été atteint à ce chapitre (graphique 2). Cependant, le gain de l'excédent commercial a été partiellement compensé par une détérioration de près de 3 milliards de dollars du déficit du revenu de placement (y compris les bénéfices non répartis). Dans l'ensemble, l'excédent du compte courant a été porté à un sommet de 23,4 milliards de dollars, ou 2,2 % du PIB nominal. De plus, l'excédent de 18,9 milliards de dollars en 2000 (1,8 % du PIB nominal) constitue également un sommet annuel et une amélioration substantielle en comparaison de déficits de 1,8 % du PIB nominal en 1998 et de 0,4 % en 1999.

Graphique 2
Compte courant en proportion du PIB nominal



L'inflation demeure contenue

Les tensions sous-jacentes de prix et de coûts sont demeurées contenues. L'indice implicite des prix du PIB et celui des prix en chaîne au quatrième trimestre ont progressé de 3,2 % et de 4,4 % respectivement par rapport à l'année précédente. Ces hausses traduisent en partie l'incidence temporaire des prix plus élevés de l'énergie. Bien que la hausse d'une année sur l'autre des prix à la consommation ait été de 3,0 % en janvier et légèrement à la baisse par rapport à décembre, le taux de croissance supérieur des derniers trimestres est également attribuable en grande partie aux prix plus élevés de l'énergie. L'inflation sous-jacente de l'IPC, qui exclut les aliments et l'énergie, a été de 2,0 % en janvier, d'une année sur l'autre.

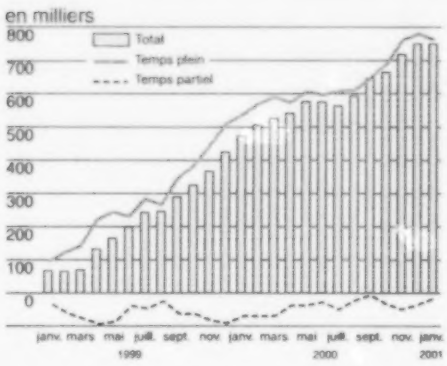
Pour la première fois en plus d'un an, la productivité du travail a fléchi au quatrième trimestre : la production par employé a reculé de 0,4 % tandis que la production par heure travaillée baissait de 0,6 %. La productivité du travail était néanmoins supérieure de près de 2 % par rapport à l'année précédente. La croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre d'une année sur l'autre a donc augmenté légèrement pour être portée à 2,7 %.

Les bénéfices avant impôt des sociétés ont augmenté pour un neuvième trimestre de suite et de manière plus rapide qu'au troisième trimestre, grimpant de 10,4 % pour atteindre un niveau supérieur de 13,9 % à celui de l'année précédente. Les gains ont été particulièrement importants dans les secteurs de l'extraction du pétrole et du gaz (en raison des prix plus élevés de l'énergie pendant l'année) et pour les fabricants de produits électroniques et d'ordinateurs, même si la croissance de la demande à ce chapitre a ralenti vers la fin de l'année.

Le taux de chômage demeure bas

Au quatrième trimestre, la croissance de l'emploi a repris, augmentant de 3,0 % après n'avoir progressé que de 1,0 % au troisième trimestre. Même si la croissance de l'emploi a fait relâche en janvier, près de 325 000 nouveaux emplois nets ont été créés en 2000. L'augmentation du nombre d'emplois depuis 1998 se chiffre à plus de 750 000 (graphique 3). Les emplois à temps plein représentent la totalité du gain. Le taux de chômage en janvier 2001 était de 6,9 %.

Graphique 3
Croissance cumulative de l'emploi depuis décembre 1998



Le dollar canadien demeure relativement stable

Après s'être négocié sous la barre des 65 cents américains à la fin de novembre, le dollar est remonté à près de 67 cents américains au début de février avant de redescendre pour clôturer à 65,02 cents américains le 6 mars.

En réaction au ralentissement de la croissance économique, la Réserve fédérale a abaissé deux fois en janvier, de 50 points de base chaque fois, le taux cible des fonds fédéraux. La Banque du Canada a quant à elle réduit le taux d'escompte de 25 points de base le 23 janvier et de 50 autres points de base le 6 mars. Les taux d'intérêt à long terme aux États-Unis sont demeurés stables depuis la baisse du taux cible des fonds fédéraux, même s'ils sont inférieurs à ceux de la fin de novembre. Les taux à court terme ont perdu plus d'un point de pourcentage depuis novembre dernier. Les taux à long terme ont également été stables au Canada tandis que les taux à court terme ont fléchi dans une moindre mesure qu'aux États-Unis. Par conséquent, les taux d'intérêt au Canada sont généralement plus élevés qu'aux États-Unis, quoique l'écart observé au chapitre des taux à court terme est mince.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari, (613) 992-3055. Également diffusé sur Internet à l'adresse http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.